Décryptage du plan de relance vert, au regard du défi climatique

L'interview du mois avec Marc-Antoine Eyl-Mazzega, Directeur du centre Énergie & Climat de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI)

Transition énergétique : de la parole à l'acte - octobre 2020

mazars

Décryptage du plan de relance vert, au regard du défi climatique

Directeur du Centre Énergie & Climat de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) depuis 2017, Marc-Antoine EYL-MAZZEGA a travaillé six ans à l'Agence internationale de l'énergie puis à la Fondation Robert Schuman. Docteur de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Marc-Antoine est également expert des politiques climatiques et énergétiques, de leurs enjeux géopolitiques et stratégiques en Europe.

Il nous partage son point de vue sur la mobilisation inédite de la France et l'Union Européenne autour de l'écologie et la transition énergétique.

Interview

Marc-Antoine EYL-MAZZEGA
Directeur du Centre Énergie & Climat de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI)

1. Le 3 septembre, le gouvernement a lancé un Plan de relance historique de 100 milliards d'euros pour redresser durablement l'économie française. L'enveloppe de 30 milliards d'euros allouée à la transition écologique vous semble-t-elle suffisante au regard du défi climatique ?

Il y a un double défi dans ce plan de relance qui est économique et social d'une part, et climatique d'autre part. L'urgence climatique est inscrite dans le temps tandis que l'urgence économique et sociale apparaît tout juste.

La récession est aujourd'hui deux fois plus forte qu'en 2009 et le plan de relance mis en place à cette époque était d'environ 26 milliards d'euros, dont seulement 10% était consacrés aux projets verts.

"Il est certain que le plan de relance va permettre d'accélérer la décarbonation et la transition énergétique afin de répondre à l'urgence climatique et environnementale ."

Décryptage du plan de relance vert, au regard du défi climatique

Aujourd'hui, 100 milliards d'euros sont mobilisés par l'Etat français - les décaissements commencent - et 750 milliards d'euros par l'Union Européenne entre 2021 et 2023, dont 30% destinés à l'investissement dans des projets durables. **La part d'investissement dans l'énergie verte et le climat a quadruplé en 10 ans, c'est extraordinaire !**

J'ajoute que le plan européen de 750 milliards d'euros est historique: il comprend plus de 300 milliards de subventions qui seront financées par des emprunts communautaires. Entre 230 et 260 milliards d'euros répartis entre les Etats membres iront pour des projets verts.

Ces plans combinés, et l'impulsion que donnera la Commission européenne, vont donner un coup d'accélérateur à la décarbonation, à la transition énergétique et permettra de répondre de façon inédite à l'urgence climatique et environnementale.

A présent, il faut encore valider le plan européen d'ici la fin 2020 et que les 70% des dépenses restantes n'aillent pas à l'encontre des objectifs climatiques et ne viennent pas contredire les premières orientations. En outre, il va falloir réellement débourser cet argent. Enfin, il s'agira d'optimiser les dépenses : rendre l'investissement, le soutien le plus efficace possible et le coordonner à tous les échelons territoriaux : villes, régions, et à l'échelle des Etats membres.

2 . Quelles filières sont les grandes gagnantes du plan de relance vert ?

Si l'on se concentre sur la dimension verte de ce plan français et ses enjeux durables, ces fameux 30 milliards d'euros, il faut souligner l'effort de priorisation effectué par le gouvernement, très bien corrélé aux enjeux actuels pour aller vers des résultats concrets le plus rapidement possible là où il y a le plus de difficultés.

Le premier enjeu concerne la priorité accordée à l'efficacité énergétique, et la rénovation thermique des bâtiments publics et privés. Après de nombreuses tentatives passées, trop lentes et infructueuses, l'ambition sera de mettre les bons moyens publics sur la table pour rénover 500 000 bâtiments en basse consommation tous les ans jusqu'en 2030. C'est un chantier immense. Il faudra que la main-d'oeuvre suive.

Le second enjeu concerne la priorité conférée à toutes les mobilités pour les décarboner rapidement :

- **mobilité routière** qui concerne la décarbonisation des transports, avec le soutien à la mobilité propre, le véhicule électrique notamment,
- la **mobilité ferroviaire**, avec un vrai plan d'investissement dans le rail coté fret et transport de passagers,
- C'est également un vrai coup de pouce aux **mobilités du quotidien** : l'incitation au vélo dans les grandes villes par exemple.

Enfin sur l'ensemble du plan, n'oublions pas les nombreuses mesures, plus modestes mais néanmoins importantes, concernant les forêts, la décarbonation du transport maritime, les ports etc.

3 . Quels sont les principaux enjeux et défis de ce plan ?

Le plan est lancé, mais il ne fonctionnera que si certaines conditions sont réunies telles que :

- **renforcer l'attractivité industrielle des territoires et de la France**, cela passe notamment par la fiscalité,
- **accompagner ces investissements** de signaux forts. Les acteurs énergétiques, les industriels, etc. ont besoin d'une visibilité claire sur l'évolution à la hausse du prix du carbone,
- **améliorer le cadre réglementaire pour attirer et inciter aux investissements verts**. Par exemple s'accorder sur des critères clairs sur le contenu carbone, cela afin de donner les signaux et la prévisibilité aux acteurs économiques et industriels qui investissent dans le temps long.

Cette prévisibilité et ce resserrement des contraintes réglementaires sont essentiels pour déterminer l'investissement dans tous les secteurs, et donner confiance aux acteurs économiques pour investir et pour effectuer les transformations nécessaires.

Enfin il me semble que la grande nouveauté de ce plan est l'importance accordée à l'hydrogène propre. Il y a là un effet de prise de conscience qui est intervenu au cours des deux dernières années en

Europe, sur la nécessité de recourir à un nouveau vecteur énergétique pour aider à décarboner et atteindre la neutralité carbone.

L'hydrogène propre, fabriquée à partir d'électrolyse ou de gaz naturel avec le stockage de dioxyde de carbone, ou avec la fabrication de noir de charbon, va être important pour un certain nombre de secteurs, par exemple : le fret routier, la mobilité ferroviaire, l'industrie ou, demain à plus long terme, le transport aérien. En réalité, **cet hydrogène propre ira là où l'électrification ne pourra pas aller.**

> "La grande nouveauté du plan de relance, c'est l'importance accordée à l'hydrogène propre. L'hydrogène propre ira là où l'électrification ne pourra pas aller."

Donc, l'électrification doit rester là priorité : nous allons devoir passer d'à peu près 25%, des usages finaux qui sont aujourd'hui électrifiés à 50%. Là où l'on aura du mal à aller plus loin, l'hydrogène propre permettra de dépasser ces capacités. Le gouvernement entend accompagner cela d'une stratégie industrielle pour déployer des capacités de production d'hydrogène propre, et permettre ainsi de soutenir la transformation d'usages finaux.

4 . Et les grands perdants ?

Pas vraiment de grands perdants en tant que tels mais plutôt des enjeux qui méritent d'être analysés dans leurs complexités.

Prenons **le biométhane**, qui ne figure pas dans ce plan de relance mais qui a obtenu un soutien dans le cadre de la PPE. Certes, il y a le défi des coûts mais, Il y a aussi l'opportunité de l'économie circulaire avec la revalorisation des déchets, l'intégration entre le secteur agricole, le secteur du transport ou le secteur de l'énergie.

Font également défaut à ce plan **les solutions de capture et de séquestration de CO2**, encore trop chères actuellement puisqu'il faudrait un prix du carbone supérieur à 50€ la tonne pour les rendre viables. Pour avancer vers la neutralité carbone, il est important de soutenir les initiatives et les projets pilotes parce qu'**il y a un potentiel pour capter et séquestrer du CO2 en France.**

Un troisième élément insuffisant concerne **le soutien au secteur agricole** (qui représente environ 20% des émissions de gaz à effet de serre en France). Il y a bien des initiatives, mais pas encore de stratégie et loin d'être un problème franco-français, **la décarbonation du secteur agricole représente un vrai défi européen.**

Deux derniers enjeux me paraissent manquer : **l'écosystème des start-ups de la transition énergétique,** qui propose de vraies technologies disruptives, comme des solutions digitales. Nous ne percevons pas à quel point il y a un ensemble de solutions qui pourraient être apportés par ces acteurs, particulièrement vulnérables en temps de crise.

Enfin **les villes et territoires**, très affaiblis par la crise économique et financière. Leurs capacitées d'emprunt sont réduites, leurs revenus en baisse. Elles avaient déjà des capacités de financement limitées mais ce sont elles qui concentrent la plus forte volonté d'avancer, la meilleure connaissance des contraintes et des atouts à l'échelon local. Le plan de relance aurait pu davantage les associer et leur donner des capacités d'investissement.

5 . Avez-vous un conseil à donner aux entreprises et entrepreneurs pour accélérer le développement de leurs projets verts ?

La crise actuelle et les réponses qui lui ont été apportées ont confirmé une tendance fondamentale : la marche vers la neutralité climatique est irréversible. Cet objectif est le nouveau leitmotiv de l'action européenne, et le fil conducteur de la **transformation de l'économie française à long terme.**

Cela signifie que le prix du carbone va inévitablement monter ; cela signifie aussi que les contraintes environnementales et toutes celles qui réglementent les dégradations environnementales, les pollutions, vont se resserrer. C'est donc le moment d'agir.

"La crise actuelle et les réponses qui lui ont été apportées ont confirmé une tendance fondamentale : la marche vers la neutralité climatique est irréversible."

Bien sûr, les difficultés sont immenses : les acteurs sont évidemment préoccupés par leur trésorerie, leur survie à court terme ou à moyen terme. Mais c'est aussi une opportunité d'effectuer une réflexion fondamentale en concertation avec ses salariés, ses partenaires ; en regardant comment réagissent d'autres secteurs ; en se demandant quelle est son empreinte carbone et environnementale, et comment la réduire ?

Il existe aujourd'hui des solutions faciles et rapides, et une mobilisation de mécanismes d'aides sans précédent qui sont autant d'occasions à saisir :

- **les coûts d'emprunt qui sont parmi les moins chers** que nous ayons connus, que ce soit au niveau des Etats ou des entreprises,
- **les solutions et les technologies bas carbone** sont pour la plupart à maturité. Ce sont des solutions de masse ultra compétitives et très largement diffusées et accessibles.

6 . Selon vous, quelle devrait être la priorité de ce plan de relance verte ?

Trois grandes priorités émergent. La première : **accélérer la décarbonation**. La seconde, **maintenir et développer l'emploi** en France et en Europe. On ne peut pas faire la transition, dégager des dizaines de milliards d'euros de mesures de soutiens, de subventions, si l'on importe des technologies étrangères. Il est absolument fondamental de soutenir nos technologies locales et surtout de soutenir l'innovation et leur développement en Europe.

Face à la crise sociale qui s'annonce, les grandes industries (comme l'automobile) souffrent également de crises structurelles : par exemple, le passage de véhicules thermiques aux véhicules électriques a perturbé la chaîne de valeur. Des dizaines de milliers d'emplois dans les mines et les centrales thermiques vont être supprimés. Il en va de même pour l'énergie nucléaire, qui fermera certaines centrales. Notre deuxième défi est donc de convertir certains emplois dans de nouveaux segments et d'adapter les politiques de formation aux nouveaux métiers de la transition énergétique.

"Il y a trois grands défis inhérents au plan de relance : accélérer la décarbonation, maintenir et développer l'emploi en France et en Europe, soutenir nos technologies dans leur innovation et leur déploiement en Europe."

Adapter les politiques de formation et d'éducation aux nouveaux emplois de cette transition énergétique est un second enjeu fort. Prenons la rénovation du bâtiment : aujourd'hui, l'expertise, la capacité et les moyens alloués sont trop centrés sur la construction et trop peu sur la rénovation. Il faudra être capable de modéliser l'empreinte de la consommation énergétique d'un bâtiment avec les dernières technologies, fournir les bonnes solutions groupées, avoir une vision holistique et être en mesure de le mettre en œuvre de façon compétitive.

Le dernier enjeu, sans doute sous-estimé c'est celui de l'équité, de la justice sociale et de l'adhésion des plus vulnérables. Tout le monde ne peut pas s'acheter un véhicule électrique ou prendre les transports en commun ou le vélo pour aller au bureau ou à l'usine.

En Europe, les États sont parvenus à un consensus sur la neutralité carbone. Il y a un an et demi, notre objectif était de porter le taux de décarbonisation à 80% d'ici 2050. Il y a huit mois, l'ambition était de consacrer 20% du budget européen à la transition énergétique. Aujourd'hui, le seuil est de 30% et la présidente de la Commission Européenne espère atteindre 37%. L'objectif intermédiaire était jusqu'à présent de -40% de baisse des émissions en 2030. La discussion porte actuellement sur -55%, voire plus. Les lignes bougent vite et fort. Mais il faut désormais des résultats.

Le budget et la stratégie de relance n'ont pas encore été finalisés. Une négociation avec le parlement et les États membres comme la Pologne et la Hongrie est nécessaire afin de poser les conditions politiques. En parallèle, nous devons éviter que le plan de relance ne se substitue pas au prochain budget européen pour la période 2021-2027, car l'état actuel des délibérations montre que le budget envisagé n'est pas à la hauteur de la situation d'urgence. Le parlement européen, mécontent, tente d'ailleurs de réviser cette position. Dans tous les cas, une vision globale du système énergétique doit être adoptée afin d'optimiser les coûts restants pour améliorer l'efficacité du système.

Il faut enfin cesser de concevoir cette transition en silo : réussir à optimiser toutes ces dépenses pour rendre le système plus efficace et surtout limiter l'accroissement des coûts. Il faut absolument avoir une vision intégrée du système énergétique et des investissements à réaliser pour essayer de les optimiser.

7 . La crise sanitaire que nous traversons est-elle favorable à la transition écologique ?

Lors de la dernière crise de 2009, lorsque les États n'avaient pas encore pensé à des mesures de relances vertes, le plan de relance de la Chine a conduit à une forte augmentation des émissions de gaz à effet de serre, tandis que le plan de relance européen n'était pas durable. Si nous avions eu une stratégie de relance plus raisonnable et plus verte en 2010, nous n'aurions pas eu à faire autant d'efforts aujourd'hui.

Selon les scientifiques, la crise climatique est aussi une crise de la biodiversité et c'est aussi sur cet aspect que nous devons agir. Il est vrai que la décarbonisation du secteur électrique est importante, mais on oublie souvent que la troisième source d'émission de dioxyde de carbone dans le monde est la déforestation. Par conséquent, 20% des forêts du monde ont été détruites ou dégradées, en particulier les forêts tropicales qui absorbent beaucoup de dioxyde de carbone.

Grâce à deux évènements majeurs, 2021 devrait être une année décisive. Tout d'abord, la COP26 sur le climat, reportée d'un an, qui se tiendra à Glasgow en novembre, et lors de laquelle les États sont appelés, cinq ans après l'accord de Paris, à revoir à la hausse leurs contributions volontaires nationales et leurs engagements. L'Union européenne assumera désormais sa responsabilité historique. Ensuite, la conférence des Nations Unies sur la biodiversité, la COP15 qui se tiendra en Chine. Un plan d'action doit être clairement formulé pour établir des objectifs de conservation de la biodiversité pour les dix prochaines années afin de répondre à cette autre menace écarlate. Le prochain objectif devra être plus crédible et plus atteignable que le plan d'action précédent, dont seulement 20% des mesures fixées ont nettement avancé.

Malheureusement, les politiques mises en œuvre dans le monde en raison de cette crise sanitaire et économique ont créé des tensions entre l'urgence économique et sociale et les enjeux de long terme. À l'heure actuelle, tout le monde a les yeux rivés sur l'élection américaine : si Joe Biden est élu, la gouvernance climatique va reprendre. Au contraire, si Donald Trump continue de gouverner, nous devrons nous mobiliser pour sauver la planète dans un environnement encore plus hostile. L'Europe devra déployer une stratégie à la fois offensive et défensive. Offensive, car il faudra persuader ou contraindre ces pays de respecter l'Accord de Paris. Défensive, car nous devrons protéger nos économies des coûts et efforts importants qui seront mis en oeuvre.

Afin d'adopter une politique commerciale plus offensive, certains traités devront être renégociés et les nouveaux devront obligatoirement s'appuyer sur l'Accord de Paris. Il sera également nécessaire d'adopter un mécanisme d'ajustement carbone à la frontière de l'Europe pour certains bien importés comme l'acier, l'alluminium, le ciment, des produits petrochimiques.

8 . Êtes-vous optimistes par rapport à ces changements ?

En 2002, Jacques Chirac déclarait : « **notre maison brûle** » et nous regardons ailleurs...Une part de moi est pessimiste, aux vues de tant d'années perdues pour faire la transition écologique.

Dans le même temps, je suis plutôt optimiste quand je vois le déclin du charbon, un des grands « tueurs » du climat, et quand j'observe toutes les solutions écologiques, technologiques dont nous disposons et qui sont accessibles à tous.

On assiste à un sursaut et une vraie prise de conscience en Europe : cinq ans après l'accord de Paris, **les grandes banques, les énergéticiens et les pétroliers ont pleinement intégré la problématique environnementale** et revoient leurs stratégies pour s'adapter.

> "Il ne s'agit plus de fixer l'objectif final de la neutralité carbone, il s'agit à présent de fixer les règles pour l'atteindre."

Pour autant il n'existe pas de recette miracle : en France ou ailleurs, plusieurs partis politiques n'ont pas encore intégré cet impératif de neutralité climatique. Néanmoins, dans les pays d'Europe centrale où il n'y a pas de partis « verts », le débat semble quand-même, dans l'ensemble, avancer dans le bon sens.

Enfin, dans la perspective d'une future loi sur la neutralité climatique, une réflexion fondamentale est à mener sur la nécessité d'atteindre la neutralité carbone en Europe et de manière radicale. Faut-il être totalement neutre ou l'être à 90%, tout en réduisant par exemple de 40% les émissions, grâce à l'investissement, dans nos pays voisins, sachant que la tonne marginale de CO_2 à abattre y sera beaucoup moins chère que chez nous ? C'est une vraie question.

Certes, le résultat ne sera pas plus efficace pour la neutralité carbone en Europe mais notre objectif principal est de combattre le changement climatique pour sauver la planète dans son intégralité.

Marc-Antoine EYL-MAZZEGA est également contributeur du « Mazars Energy Lab », un do-tank sur les thématiques de la transition écologique et énergétique , qui réunit les acteurs du monde universitaire, institutionnel, public et privé, leur permettant d'échanger et d'interagir sur des problématiques communes, partager leurs expériences et faire émerger des solutions concrètes pour accélérer la transition énergétique.

Découvrir les Mazars Energy Labs :
https://www.mazars.fr/Accueil/Secteurs/Energie/Le-Mazars-Energy-Lab-revient-pour-sa-saison-2

Conclusion

À la lumière des analyses que nous propose Marc-Antoine dans cette interview, il apparait que les technologies pour réaliser la transition énergétique existent, sont matures et rentables, ce qui est rassurant. Plus de CAPEX et moins d'OPEX dans les prises de décisions financières. Un effort aujourd'hui, pour moins demain. Les plans de relance sont une excellente nouvelle à cet égard, et permettent de toute évidence de solidifier les business plans des porteurs de projets verts.

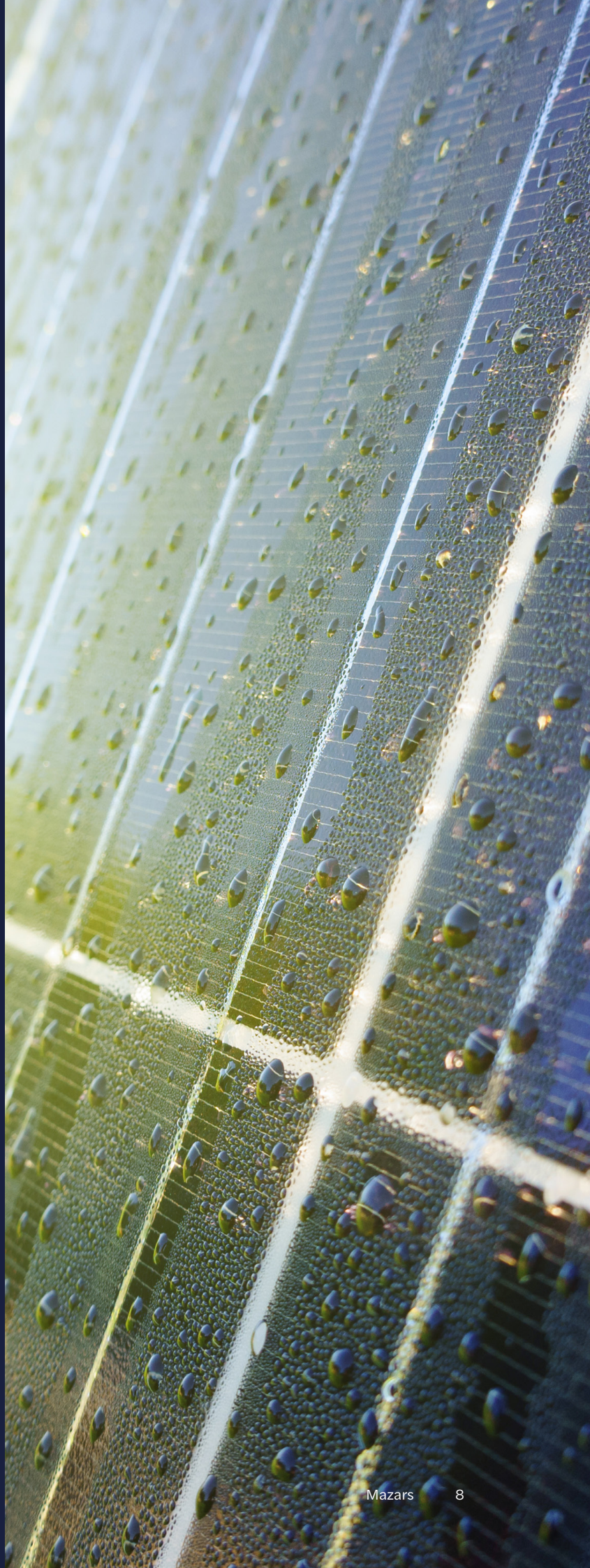
Derrière les annonces, une vraie question se pose : ces plans tiendront-ils leur promesse d'accélérateur de la transition énergétique, tout en générant de l'impact ? De l'impact en émissions évitées certes, mais aussi environnemental et social. Nous rentrons dans un monde en trois dimensions.

Baisse des émissions
de Gaz à effets de serre (GES)

Lutte contre
la disparition
de la biodiversité

Préservation de
l'emploi et de
la justice sociale

Julien **HENAULT**
Manager Energie et
Environnement Mazars



Contacts

Yan GUYOMAR
Associé Énergie et
Environnement Mazars

Julien HENAULT
Senior Manager Énergie et
Environnement
Mazars

Mazars est un groupe international et intégré spécialisé dans l'audit, la fiscalité et le conseil ainsi que dans les services comptables et juridiques*. Présents dans plus de 90 pays et territoires, nous nous appuyons sur l'expertise de nos 40 400 professionnels – 24 400 au sein de notre partnership intégré et 16 000 au sein de « Mazars North America Alliance » – pour accompagner les entreprises de toutes tailles à chaque étape de leur développement.

*dans les pays dans lesquels les lois en vigueur l'autorisent.

www.mazars.fr

mazars